



## PROJET DE MARCHÉ N° AOO-B25-02367-CGo

### ENTRE

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,  
établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,  
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>,  
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775  
685 019  
représenté par Monsieur François LEGALLAND, agissant en qualité de Directeur de l'Institut du  
LITEN,

ci-après dénommé « **le CEA** »

**d'une part,**

### ET

**La société** \_\_\_\_\_,  
dont le siège social est situé \_\_\_\_\_,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_ sous le numéro R.C.S  
\_\_\_\_\_,  
représentée par Monsieur/Madame \_\_\_\_\_, agissant en qualité de \_\_\_\_\_,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

**d'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS .....</b>	<b>3</b>
3.1 - Correspondants du CEA .....	3
3.2 - Correspondants du Titulaire .....	4
<b>ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
4.1 - Tranche ferme – tranches optionnelles .....	4
4.2 - Prestations de base – Prestations supplémentaires sur bordereaux de prix.....	4
<b>ARTICLE 5 - DEFINITION ET ETENDUE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
5.1 - Prestations de base.....	4
<b>ARTICLE 6 - VARIATION DE PARC.....</b>	<b>7</b>
6.1 - Sorties de Matériels du parc.....	7
6.2 - Entrées de Matériels dans le parc.....	7
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
7.1 - Dispositions générales .....	8
7.2 - Obligation de conseil et d'information .....	8
7.3 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire .....	8
7.4 - Confidentialité .....	8
<b>ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL .....</b>	<b>8</b>
8.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale .....	8
8.2 - Sous-traitance .....	9
<b>ARTICLE 9 - PRIX ET MONTANTS .....</b>	<b>9</b>
9.1 - Montant des Prestations de base au forfait.....	9
9.2 - Prix des Prestations de maintenance corrective et de vérification hors forfait .....	10
9.3 - Plafonnement des prestations hors forfait et Montant global du marché.....	10
<b>ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 - PENALITES .....</b>	<b>11</b>
11.1 - Pénalités applicables aux non respects des engagements opérationnels .....	11
11.2 - Pénalités pour non-respect d'un délai fixé dans une mise en demeure .....	11
11.3 - Plafonnement global des pénalités .....	11
11.4 - Caractères et application des pénalités .....	11
<b>ARTICLE 12 - FACTURATION- REGLEMENT .....</b>	<b>12</b>
12.1 - Conditions de facturation.....	12
12.2 - Modalités de règlement .....	12
<b>ARTICLE 13 - REGIME FISCAL .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 - MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 - CONCLUSION DU MARCHE .....</b>	<b>13</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le Département DTS du CEA/Grenoble confie au Titulaire, qui accepte, **la maintenance, avec obligation de résultats, des équipements thermiques et leurs périphériques en service au CEA/INES Bourget du Lac**, ci-après dénommée les « Prestations ».

La liste des matériels figure en annexe n°1. Ils sont ci-après dénommés individuellement par le terme « **le Matériel** » et collectivement par le terme « **les Matériels** ».

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**2.1** - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOO-B25-02367-CGo avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (cahier des charges référencé DTS/CDC/2025/006 indice A en date du 18/06/2025, ci-après dénommé « Cahier des charges »);
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [ ] du [ ], à titre supplétif.

**(à compléter par le soumissionnaire)**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

**2.2** - Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe n° 1 « Liste des Matériels du parc du CEA – Forfaits des Prestations de base par Matériel et Prestations hors forfait »,
- Annexe n° 2 « Procédure d'escalation »,
- Annexe n°3« Echéancier de facturation et numéros de commande ».

## **ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS**

### **3.1 - Correspondants du CEA**

**Correspondants techniques du CEA :**

Responsables maintenance transverse :

Bruno CROUZEVALLE

LITEN/DTS

Tél : 04.79.79.29.63

Email : [bruno.crouzevalle@cea.fr](mailto:bruno.crouzevalle@cea.fr)

Correspondants Maintenance par laboratoire et/ou par secteur :

Les noms et coordonnées des Correspondants Maintenance du CEA par laboratoire et/ou par secteur (dénommés « Chef de Labo Maintenance » ou « Pilote de Maintenance » dans le Cahier des charges) sont communiqués par le CEA au Titulaire et actualisés dans le cadre des réunions techniques de suivi du marché.

Correspondants par Matériel

Les noms et coordonnées des Correspondants par Matériel du CEA par laboratoire et/ou par secteur (dénommés « Responsables Equipement » dans le Cahier des charges) sont communiqués par le CEA au Titulaire et actualisés dans le cadre des réunions techniques de suivi du marché.

**Correspondantes commerciales du CEA**

Clara GOGORIAN

Service des Marchés et Achats

Tél : 06.60.39.51.46

Email : [clara.gogorian@cea.fr](mailto:clara.gogorian@cea.fr)

**Comptabilité fournisseur du CEA**

Tél : 01 69 08 47 50

Email : S3C-Fournisseur\_GRE@cea.fr  
RELANCES@cea.fr

**3.2 - Correspondants du Titulaire**

**Correspondant techniques du Titulaire :**

[REDACTED] - Tél. : [REDACTED]  
E-mail : [REDACTED]

**Correspondant techniques du CEA :**

[REDACTED] - Tél. : [REDACTED]  
E-mail : [REDACTED]

**(à compléter par le soumissionnaire)**

**ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE**

**4.1 - Tranche ferme – tranches optionnelles**

Le présent marché comprend une tranche ferme d'une durée de **deux (2) ans**, soit du **1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2027**.

Il peut être prolongé 2 fois, par affermissement des tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2027 au 31 août 2028.
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2028 au 31 août 2029.

**Modalités d'affermisssement**

Seule la tranche ferme est exécutoire dès la notification du marché.

Le CEA affermit les tranches optionnelles, si besoin, par l'envoi d'un courrier via la messagerie sécurisée de la plateforme des marchés PLACE avec demande d'accusé réception, dans un délai d'au moins deux (2) mois avant le terme de la tranche ferme et de la tranche optionnelle n°1.  
Le non-affermisssement des tranches optionnelles ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

**4.2 - Prestations de base – Prestations supplémentaires sur bordereaux de prix**

Le présent marché comprend :

- des Prestations de maintenance de base, telles que définies à l'article 5.1 ci-après,
- des Prestations complémentaires sur bordereaux de prix unitaires.

Seules les Prestations de base sont exécutoires dès la notification du marché.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des Prestations supplémentaires sur bordereaux de prix demandées par le CEA pendant la durée du présent marché.

L'absence de déclenchement de Prestations supplémentaires sur bordereaux de prix n'ouvre pas droit à indemnités au bénéfice du Titulaire.

**ARTICLE 5 - DEFINITION ET ETENDUE DES PRESTATIONS**

**5.1 - Prestations de base**

Au titre des Prestations de base, le Titulaire garantit le bon fonctionnement d'une partie des Matériels objet du présent marché, les Matériels concernés étant identifiés dans l'annexe n°1 au présent marché.

Toutes les Prestations portant sur la sécurité et la fiabilité des Matériels sont comprises dans les prix forfaitaires fixés à l'article 9.1 du présent marché ; a contrario, les prestations portant sur des améliorations de performances des Matériels ne le sont pas.

Les Prestations de maintenance de base dues au titre du présent marché comprennent :

- les contrôles réglementaires,
- la maintenance préventive des Matériels et de leurs périphériques,
- l'assistance téléphonique pour le CEA,
- la maintenance corrective des Matériels et de leurs périphériques,
- la vérification de certaines mesures (température/humidité),
- la maintenance du software et du hardware,
- les frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement pour les interventions sur site,
- le suivi des Prestations.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au Cahier des charges visé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des Prestations en dehors de celles définies dans le Cahier des charges, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

#### **5.1.1 - Maintenance préventive**

Le Titulaire s'engage à réaliser, en accord avec le CEA, les interventions de maintenance préventive nécessaires au bon état de fonctionnement des Matériels, en conformité avec les préconisations du constructeur.

Pour chacun des Matériels, la fréquence des visites préventives est précisée dans l'annexe n°1 au présent marché. La date de ces visites est définie d'un commun accord entre le CEA et le Titulaire selon les modalités spécifiées au Cahier des charges, et elle est confirmée par écrit.

Ces visites de maintenance préventive, conformément au Cahier des charges, sont comprises dans le forfait fixé à l'article 9.1 du présent marché.

Les interventions de maintenance préventive devront inclure le contrôle des sécurités associées au processus d'utilisation des équipements visé à l'article 7.2.1 du cahier des charges.

#### **5.1.2 - Assistance téléphonique**

En cas de panne ou de dysfonctionnement d'un Matériel, le Titulaire met à disposition du CEA son service d'assistance technique téléphonique. Le Titulaire s'engage à assister le CEA dans l'analyse du problème rencontré et donner toutes les instructions par téléphone au correspondant CEA afin qu'il réalise les opérations de dépannage qui lui auront été indiquées par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à rappeler le CEA dans un délai inférieur ou égal à vingt-quatre (24) heures.

L'assistance téléphonique se fait du lundi au vendredi pendant les heures ouvrables du CEA, hors jours fériés, pour un dépannage ou une aide à l'utilisation du Matériel.

L'assistance téléphonique est comprise dans le forfait fixé à l'article 9.1 du présent marché.

#### **5.1.3 - Maintenance corrective**

En cas de panne, sur simple demande téléphonique du CEA confirmée par E-mail, le Titulaire s'engage à intervenir et à remettre les Matériels en bon état de fonctionnement.

Ces interventions correctives ne sont pas comprises dans le montant forfaitaire indiqué à l'article 9.1 du présent marché. Elles sont facturées en sus, sur la base des tarifs fixés à l'article 9.2 du présent marché.

##### **5.1.3.1 - Délai d'intervention**

En cas d'échec du dépannage par téléphone, le Titulaire s'engage à intervenir sur le site du CEA/Grenoble dans un délai qui ne devra pas excéder **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la demande du CEA confirmée par E-mail.

#### 5.1.3.2 - Délai de réparation

Le Titulaire s'engage à effectuer les réparations et la remise en service des Matériels dans un délai maximum moyen de **cinq (5) jours ouvrés** à compter du début de l'intervention, déterminé au moment de la prise en charge des Matériels sur le site par le Titulaire. Le délai moyen est calculé trimestriellement, selon les modalités précisées au Cahier des charges, et s'entend hors délai d'approvisionnement des pièces détachées le cas échéant.

#### 5.1.3.3 - Procédure d'escalation

Le Titulaire doit fournir au CEA une procédure d'escalation selon les conditions fixées au Cahier des charges. Le Titulaire s'engage à remettre à jour celle-ci, autant de fois que nécessaire, afin de ne pas engendrer de rupture dans la bonne exécution du marché.

Dans le cadre de la maintenance corrective, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre la procédure d'escalation dès la fin du **cinquième (5) jours ouvrés** d'intervention, en cas de panne non maîtrisée.

Le Titulaire doit informer le CEA du déclenchement de la procédure par E-mail ainsi qu'à chaque passage à une nouvelle étape, puis faire un point journalier (ou a minima hebdomadaire) sur le statut du Matériel et les actions planifiées pour résoudre la panne non maîtrisée.

#### **5.1.4 - Mise à jour du hardware et du software**

La maintenance du software et du hardware, comprenant l'installation des mises à jour des logiciels nécessaires à la correction des bugs et au maintien des performances des systèmes (les upgrades soft incluant les modifications hardware nécessaires à leur bon fonctionnement) est comprise dans le forfait fixé à l'article 9.1 ci-après.

Au titre de cette maintenance, le Titulaire fournit au CEA, dans les conditions spécifiées dans le Cahier des charges, la procédure de sauvegarde des données permettant de redémarrer au plus vite un Matériel suite à une défaillance matérielle du(des) support(s) de données et assiste le CEA lors de la première sauvegarde et restauration pour valider la bonne exécution de la procédure.

#### **5.1.5 - Pièces détachées et consommables**

Toutes les pièces et consommables changés au titre des Prestations de maintenance doivent provenir d'un kit agréé constructeur. Les pièces de rechange fournies peuvent être des pièces neuves, ou des pièces d'occasion reconditionnées à neuf.

Les pièces détachées et consommables nécessaires à la réalisation des maintenances préventives et correctives ne sont pas comprises dans le forfait de maintenance fixé à l'article 9.1 ci-après. Elles ne sont pas approvisionnées par le Titulaire au titre du présent marché, et doivent faire l'objet de commandes spécifiques séparées.

#### **5.1.6 - Suivi des Prestations**

##### 5.1.6.1 - Compte-rendu d'intervention

A l'issue de chaque intervention de maintenance (préventive et/ou corrective), le Titulaire doit établir un compte-rendu d'intervention mentionnant en détail, la date et l'heure des interventions, la nature des réparations ou contrôles effectués, le nombre d'heures de main-d'œuvre, la liste des pièces détachées fournies et les éventuelles opérations supplémentaires à effectuer.

Ce rapport d'intervention doit être signé par le Titulaire et le CEA, selon les modalités précisées dans le cahier des charges.

##### 5.1.6.2 - Réunions annuelles

Les correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3 et le Titulaire se rencontrent lors de réunions annuelles.

Au cours de ces réunions annuelles et sans déroger à la liste non exhaustive des thèmes mentionnés au cahier des charges, les thèmes suivants sont examinés, sur la base d'un rapport d'activité présenté par le Titulaire :

- la mise à jour de la liste des actions à réaliser,
- le respect des consignes de sécurité,
- le suivi des interventions réalisées et des interventions à réaliser sur le prochain trimestre,
- les résultats des indicateurs contractuels,

- le bilan de la prestation sur la période écoulée, pour la maintenance préventive et pour la maintenance corrective (nombre d'interventions réalisées, nombre d'heures d'intervention, liste des pièces détachées fournies).

Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire, qui le diffuse à l'ensemble des correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3 ci-avant, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réunion.

#### **5.1.6.3 - Rapport d'activité**

Chaque trimestre, le Titulaire fournit un rapport d'activité récapitulatif par Matériel décomposant les heures passées pour la maintenance préventive et pour la maintenance corrective, ainsi que la liste des pièces détachées fournies.

### **ARTICLE 6 - VARIATION DE PARC**

#### **6.1 - Sorties de Matériels du parc**

Dans le cas où le CEA souhaite ne plus maintenir l'un des Matériels, il en informe le Titulaire par l'envoi d'un courrier via la messagerie sécurisée de la plateforme des marchés PLACE avec demande d'accusé réception. La prise en compte financière de cette modification est alors effective à partir du premier jour du mois suivant l'envoi du courrier au Titulaire, ou à la date convenue préalablement entre les parties le cas échéant. Cet arrêt de maintenance génère, dans le cadre du présent marché, un réajustement financier proportionnel, calculé prorata temporis sur la base des prix indiqués dans l'annexe n°1 pour chaque Matériel.

Aucune indemnité compensatoire n'est due par le CEA au Titulaire au titre de cette modification contractuelle.

#### **6.2 - Entrées de Matériels dans le parc**

##### **6.2.1 - Matériels similaires à une typologie existante**

Si le CEA doit faire maintenir un ou plusieurs Matériels supplémentaires, il est fait référence à l'annexe n° 1 du présent marché pour la fixation du prix de maintenance de ces Matériels par analogie à la typologie des Matériels listés dans cette dernière.

L'ajout de tout Matériel supplémentaire est officialisé et notifié par le CEA au Titulaire par l'envoi d'un courrier via la messagerie sécurisée de la plateforme des marchés PLACE avec demande d'accusé réception. Le titulaire doit appliquer les prix contenus dans l'annexe n° 1 et ne peut refuser l'entrée de nouveaux Matériels.

##### **6.2.2 - Nouveaux types de Matériels**

Lorsqu'un Matériel supplémentaire ne correspond à aucune des typologies de Matériels listés dans l'annexe n° 1, le prix de maintenance de ce Matériel est fixé suite à l'émission par le Titulaire d'un devis préalable selon les modalités suivantes, étant entendu que ce prix ne saurait être supérieur à celui indiqué lors de l'achat du Matériel considéré :

- Par courrier électronique, le CEA informe le titulaire du nouveau Matériel à maintenir,
- Dans un délai d'une semaine, le titulaire émet un devis préalable contenant une proposition de prix pour la maintenance de ce nouveau type de Matériel.

A l'issue d'éventuelles négociations et conformément à l'application de la présente clause, la modification du parc de maintenance est formalisée par un courrier cosigné des deux Parties.

La notification de la variation de parc est officialisée par le CEA par l'envoi du courrier à contresigner par le Titulaire via la messagerie sécurisée de la plateforme des marchés PLACE avec demande d'accusé de réception.

### **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

Une "Installation" est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque Installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef

d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet, a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des Prestations par le Titulaire dans ces domaines.

Le responsable local du Titulaire s'engage à rendre compte au Chef d'Installation concerné de tous les incidents et/ou anomalies rencontrées dans le cadre des Prestations confiées et au responsable du marché du CEA.

### **7.1 - Dispositions générales**

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

### **7.2 - Obligation de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **7.3 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire**

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du Cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, sur demande du Titulaire, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

### **7.4 - Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL**

### **8.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).



## **8.2 - Sous-traitance**

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le soumissionnaire doit s'adresser aux correspondants commerciaux du Service des Marchés et Achats du CEA désignés à l'article 3 ci-avant pour obtenir le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire doit remplir ce formulaire, et le retourner dûment signé et accompagné des pièces justificatives aux correspondants commerciaux du CEA précités.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

## **ARTICLE 9 - PRIX ET MONTANTS**

Tous les prix fixés au titre du présent article 9 sont fermes pendant toute la première année de la tranche ferme, puis révisibles annuellement selon les dispositions de l'article 10 ci-après.

Tous les prix fixés au titre du présent article 9 incluent l'ensemble des frais annexes de transports et de déplacements, et de dédouanement le cas échéant.

### **9.1 - Montant des Prestations de base au forfait**

L'ensemble des Prestations de base du présent marché sont rémunérées sur la base d'un montant forfaitaire, qui résulte des prix forfaitaires fixés Matériel par Matériel en annexe n°1 au présent marché.

#### **9.1.1 - Montant forfaitaire des Prestations de base de la tranche ferme**

A la date de notification du présent marché, le montant des Prestations de base de la tranche ferme du présent marché est fixé à la somme de [ ] euros HT ([ ] euros hors taxes), décomposé par année comme suit :

- Année 1 : [ ] euros HT ([ ]),
- Année 2 : [ ] euros HT ([ ]),

#### **9.1.2 - Montant forfaitaire des Prestations de base des tranches optionnelles**

A la date de notification du présent marché, le montant des Prestations de base de la tranche optionnelle n°1 du présent marché est fixé à la somme de [ ] euros HT ([ ] euros hors taxes).

A la date de notification du présent marché, le montant des Prestations de base de la tranche optionnelle n°2 du présent marché est fixé à la somme de [ ] euros HT ([ ] euros hors taxes).

#### **9.1.3 - Montants forfaitaires total des Prestations de base**

A la date de notification du présent marché, dans l'hypothèse de l'affermissement des tranches optionnelles n° 1 et 2, le montant forfaitaire total du marché serait de [ ] euros HT ([ ] euros hors taxes).

## 9.2 - Prix des Prestations de maintenance corrective et de vérification hors forfait

Les heures de maintenance corrective dues au titre des Prestations de base non comprises dans le montant forfaitaire fixé à l'article 9.1 ci-avant sont facturées, au titre du présent marché, comme suit :

Détail des prestations	Unité	Prix HT
Maintenance corrective pour les équipements qui font l'objet d'une maintenance préventive ( <b>hors déplacement</b> )	1 heure	
	1/2 journée (4 heures)	
	journée (8h)	
Maintenance corrective pour les équipements qui ne font pas l'objet d'une maintenance préventive ( <b>hors déplacement</b> )	1 heure	
	1/2 journée (4 heures)	
	journée (8 heures)	
Déplacement	la prestation (AR)	
Frais d'hébergement	la nuitée	

Prestation hors forfait pour les équipements soumis à deux visites annuelles		
Contrôle d'uniformité selon les normes en vigueur (dépendant de la taille des enceintes)	Prestation au forfait	
Contrôle d'uniformité 15 points à 6 températures -120°C, -70°C, -40°C, 40°C, 70°C et 120°C.	Prestation au forfait	

Prestation hors forfait pour les équipements soumis à une visite annuelle sans fluides frigorigènes		
Contrôle d'uniformité selon les normes en vigueur DH	Prestation au forfait	
Contrôle d'uniformité selon les normes en vigueur CT	Prestation au forfait	
Contrôle d'uniformité RAVANAT en 6 points à 6 température -120°C, -70°C, -40°C, 40°C, 70°C et 120°C à Patmo	Prestation au forfait	
Contrôle de pression RAVANAT à 3 températures (-120 +25°C +120°C) à 5mbar et 100mbar	Prestation au forfait	

**(à compléter par le soumissionnaire)**

## 9.3 - Plafonnement des prestations hors forfait et Montant global du marché

Le montant global des Prestations hors forfait réalisées au titre de l'article 5.1.3 (Maintenance corrective et prestation de vérification de certaines mesures) est plafonné sur la durée totale du marché à [ ] euros HT ([ ] euros hors taxes) \*.

A la date de notification du présent marché, le montant global maximum du marché est plafonné à [ ] euros HT ([ ] euros hors taxes) \*, sous réserve de toute révision annuelle du prix telle que prévue par l'article 10, ladite révision du prix entraînant une évolution du montant total global du marché dans les mêmes proportions.

**\*à finaliser dans le contrat définitif**

## **ARTICLE 10 - REVISION DES PRIX**

Les prix fixés à l'article 9 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du 1er jour du mois de remise des offres finales, soit le [REDACTED]. Ce mois est appelé « Mois zéro » ou « M<sub>0</sub> ». Les prix peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire du marché, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, conformément à la formule définie ci-après.

$$P = P_0 \times [0,20 + 0,8 \times (ICHT-M / ICHT-M_0)]$$

Dans laquelle :

<b>P =</b>	<b>Prix considérés au mois de facturation postérieur à la date anniversaire du marché</b>
<b>P<sub>0</sub> =</b>	Prix au mois M <sub>0</sub>
<b>ICHT-M<sub>0</sub></b>	<b>Valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé, - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (Identifiant INSEE : 001565195) au mois M<sub>0</sub></b>
<b>ICHT-M</b>	Dernière valeur connue de ce même indice au mois de facturation.

Ainsi révisée, la valeur de P est fixe pour la nouvelle période contractuelle.

Les prix révisés sont applicables après accord écrit de l'autre Partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée dans un délai de six mois suivant la date anniversaire de révision concernée. La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.  
Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

## **ARTICLE 11 - PENALITES**

### **11.1 - Pénalités applicables aux non respects des engagements opérationnels**

#### **11.1.1 - Pénalités pour retard dans les visites préventives**

En cas de retard par rapport au planning défini en réunions de suivi de marché, il est fait application d'une pénalité égale à un pour mille du montant forfaitaire hors taxes dû annuellement (article 9.1) par jour calendaire de retard.

#### **11.1.2 - Pénalités sur les délais d'intervention**

Sans stipulation contraire, si le délai d'intervention moyen calculé sur un trimestre est supérieur à 5 jours ouvrés, suivant la demande d'intervention du CEA confirmée par E-mail, le CEA est en droit d'opérer, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à un pour cent (1%) du montant hors taxes dû trimestriellement (article 8.1.1).

#### **11.1.3 - Pénalités pour non-respect de la procédure d'escalation**

En cas de non-respect de la procédure d'escalation, le CEA est en droit d'appliquer une pénalité de 700 € (sept cent euros) par manquement constaté.

### **11.2 - Pénalités pour non-respect d'un délai fixé dans une mise en demeure**

Par ailleurs, outre les cas à l'article 11.1, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de cinq cent euros (500 euros) par jour calendaire de retard.

### **11.3 - Plafonnement global des pénalités**

Au titre de chaque année contractuelle, le montant global de l'ensemble des pénalités appliquées au titre du présent marché est strictement plafonné à 10% du montant forfaitaire annuel des Prestations fermes de maintenance rémunérées au forfait (article 9.1).

### **11.4 - Caractères et application des pénalités**

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq (5) fois sur une période de douze (12) mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent marché de plein droit,

aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

## **ARTICLE 12 - FACTURATION- REGLEMENT**

### **12.1 - Conditions de facturation**

#### **12.1.1 - Facturation des Prestations de base**

La facturation des Prestations de base comprises dans le forfait de maintenance est établie trimestriellement à terme échu, sur la base du montant fixé à l'article 9.1 ci-dessus et de l'échéancier de facturation par numéro de commande figurant en annexe n°3 ci-après.

La facturation des Prestations de maintenance corrective hors forfait est établie trimestriellement à terme échu, après présentation du(des) rapport(s) d'intervention(s) validés par le CEA pour le trimestre écoulé, sur la base des prix fixés à l'article 9.2 ci-dessus.

### **12.2 - Modalités de règlement**

#### **Avec une société de droit étranger**

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay  
S3C - comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

#### **Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)**

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay  
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

### **ARTICLE 13 - REGIME FISCAL**

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

### **ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

### **ARTICLE 15 - MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE**

Le présent marché ne peut être modifié ou complété qu'après acceptation expresse des personnes dûment habilitées par le Titulaire et par le CEA.

A défaut d'accord entre les parties, le présent marché s'exécute et se poursuit selon le respect des clauses et conditions antérieures.

Toute demande de modification, en dehors de celles relevant de l'application de la clause de variation de parc prévue à l'article 6 et de la clause de révision de prix prévue à l'article 10 ci-avant, fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette demande doit être adressée aux correspondants commerciaux du Service des Marchés et Achats du CEA/Grenoble désignés à l'article 3 ci-avant.

### **ARTICLE 16 - CONCLUSION DU MARCHE**

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

**Fait à Grenoble en un exemplaire,**

**Le**

**Pour le Titulaire,**

**Pour le CEA,**

**Annexe n°2 au projet de marché n° AOO-B24-03226-CG**  
**Procédure d'escalation**

**[\* Procédure d'escalation à compléter dans le marché définitif]**

**Annexe n°3 au projet de marché n°AOO-B24-03226-CG**  
**Echéancier de facturation par numéros de commande**

*[\* Prix et échéancier de facturation à rajouter dans le marché définitif]*